

Les conférences de **Madame AGNÈS PITROU**

Qui est Agnès Pitrou ?

Madame Agnès Pitrou est docteure en sociologie, diplômée de l'Université Paris V. Elle s'est d'abord spécialisée dans le domaine de l'urbanisme et par la suite en sociologie de la famille et des politiques familiales. Elle a travaillé pendant plusieurs années au service de recherche du CRNS à Aix-en-Provence. Elle a été professeure invitée à l'Université de Montréal et à l'Université Laval. Depuis sa retraite, en 1989, elle a produit deux ouvrages, l'un sur les solidarités familiales¹ et l'autre sur les politiques familiales².

Ces deux conférences ont été rendues possible grâce au partenariat de recherche Familles en mouvance et dynamiques intergénérationnelles, un partenariat entre l'INRS et le ministère de la Famille et de l'Enfance du Québec. La première conférence a eu lieu le 7 octobre 2002 à Montréal et la seconde le 10 octobre 2002 à Québec.

Synthèse préparée par : Sophie Doucet, journaliste pigiste

*Avec la collaboration de : Véronique Forest, agente de recherche
Maude Rochette, agente de recherche
Sabin Tremblay, agent de recherche
Direction de la recherche, de l'évaluation et de la statistique
Ministère de la Famille et de l'Enfance*

Texte approuvé par l'auteure.

Première conférence

Les responsabilités parentales et le partage éducatif

Résumé :

Le partage des responsabilités éducatives entre les parents d'un enfant, ses professeurs et les autres éducateurs ne se fait pas toujours sans heurts. Agnès Pitrou explique ici les raisons de cette collaboration difficile et pose les bases d'une meilleure entente dans l'intérêt de l'

Que ce soit avec les professeurs, les éducateurs, les amis ou les voisins, les parents sont amenés – de façon contrainte ou volontaire – à partager leurs responsabilités éducatives. Ce partage cause parfois des problèmes de compréhension et de définition des territoires.

Pour certains, qui croient que la famille vaut mieux que tout dans l'éducation, ce partage des responsabilités est un mal nécessaire. Pour d'autres, il permet une complémentarité adaptée au monde dans lequel nous vivons et maximise les conditions de développement de l'enfant.

Le problème du partage met en cause l'intérêt des enfants, l'équilibre personnel des parents et la mission des éducateurs (intervenants).

Il survient à une époque spécifique, la nôtre, qui se caractérise par des familles plus isolées (vivant moins près de la famille élargie), comptant peu d'enfants et souvent éclatées (séparations, monoparentalité).

Dans ce contexte, on trouve beaucoup de parents vivant avec un fort sentiment d'insécurité. En cas de séparation, il arrive souvent que les enfants soient à la charge d'un seul parent qui n'a pas, comme autrefois, l'aide de la famille élargie.

Devenir parent aujourd'hui...

Le fait de devenir parent est une rupture pour les mères et pour les pères car ils

sortent de leur vie de jeunes adultes sans responsabilités et sont confrontés à la venue d'un petit être qu'ils doivent intégrer dans tous les secteurs de leur vie (travail, loisir, etc.).

Ces jeunes parents désirent garder une vie autonome, c'est pour eux une condition d'équilibre. Ils ne se considèrent pas seulement comme des parents à temps plein. Ils travaillent, ont des loisirs, une vie sociale...

Par ailleurs, la place des enfants dans la famille a beaucoup changé. Nous choisissons aujourd'hui leur nombre et le moment de leur arrivée. Nous les désirons sans défaut génétique, et il est possible d'éliminer la grossesse si on en décèle chez le fœtus. Ils sont pour les parents une grande source d'émotion, un bien tellement précieux qu'il doit être réussi.

Si autrefois les enfants travaillaient pour aider leurs parents à subvenir aux besoins de la famille, ils sont aujourd'hui une charge financière de plus en plus importante (cadeaux, équipements, jeux électroniques, etc.), et cette charge est assumée de plus en plus longtemps.

Exigences des parents

Aux sacrifices économiques qu'ils font pour leurs enfants, les parents demandent une compensation sous forme affective. Ils veulent que leurs enfants leur témoignent de l'affection. Ils veulent entretenir des relations privilégiées et exclusives avec eux, ce qui développe souvent chez ces parents une forte anxiété et une tendance à la surprotection des enfants. Ils en viennent à voir les influences extérieures – parfois même les grands-parents – comme des concurrents.

Les parents veulent donner le meilleur à leurs enfants. Ils souhaitent que leurs petits développent des compétences dans tous les champs (études, sports, arts, etc.) pour mieux réussir leur vie, réussite qui rejillira sur eux-mêmes. Leur conception du succès est souvent le reflet du milieu social dans lequel ils vivent. Plus certains parents sont exigeants envers leurs enfants, plus les inégalités sociales s'accroissent, parce que



tous n'ont pas les mêmes moyens de stimuler leurs enfants.

Du côté des normes morales, les parents sont souvent moins exigeants parce qu'ils ne savent plus très bien ce qu'il faut dire. Bien sûr, tous souhaitent avoir des enfants « bien élevés », qui n'ont pas de conduites déviantes pouvant compromettre leur avenir. Mais dans la pratique, les normes sont très floues : que faut-il faire ? Doit-on s'opposer à l'enfant qui fait un caprice ? Plutôt que d'être punie, la désobéissance est souvent considérée comme une affirmation du caractère, de la forte personnalité de l'enfant.

La délégation éducative

Comment se pose donc, dans ce contexte, la question de la délégation éducative (la transmission par les parents d'un certain nombre de responsabilités à des personnes de l'extérieur) ? Il y a certainement une demande latente des parents qui ne peuvent pas tout faire sans aide. Cette demande peut cependant être à la fois très forte et très ambivalente.

Beaucoup de parents délèguent des responsabilités parce qu'ils se sentent incompetents dans certains domaines ou parce qu'ils trouvent important que leur enfant soit socialisé très jeune. Le besoin de déléguer est variable en fonction du sexe de l'enfant, du milieu social et des aptitudes que les parents se reconnaissent ou pas.

Par ailleurs, les parents se sentent souvent obligés de déléguer, par manque de temps ou par souci de préserver leur équilibre personnel, ce qui les amène à se sentir coupables.

Les attitudes face au fait de déléguer varient grandement. Quelquefois, les parents les plus démunis délèguent moins, car ils ont peur d'être jugés comme incompetents. Les parents de la classe aisée ont plus d'assurance pour demander de l'aide et affrontent beaucoup mieux la concurrence de l'extérieur.

Ceux qui se résignent à déléguer sont portés à avoir des jugements négatifs sur les autres intervenants. Ils ne sont pas dans de

bonnes dispositions pour dialoguer avec eux. D'autres parents font une démarche volontaire vers un soutien extérieur pour obtenir une aide précise. Dans leurs cas, le dialogue est plus facile avec l'intervenant, car ils se sentent moins infériorisés face à lui.

Mais, quelle que soit l'attitude envers le fait de déléguer, des problèmes peuvent survenir dans la collaboration parent-intervenant, surtout lorsque le parent est convaincu que son enfant – un chef-d'œuvre – doit avoir le meilleur de toute chose. Ils perçoivent comme une injustice la division de l'attention de l'intervenant entre les enfants et craignent que leur enfant n'en reçoive pas assez. Les parents font parfois des procès d'intention aux intervenants.

Au sujet des enseignants, il y a des accusations classiques : ils sont absents, incompetents, ont des chouchous. Ces accusations des parents révèlent souvent leur crainte d'être dépossédés de leur enfant à cause de la concurrence affective du professeur.

Par leur attitude, les intervenants peuvent apaiser ou empirer les tensions. Ils doivent garder en mémoire que, lorsqu'ils prennent la responsabilité des enfants, ils s'engagent aussi auprès des parents et de la famille. Ils doivent aussi se garder de juger les familles. Souvent, il y a un décalage culturel entre les intervenants qui prennent en charge l'enfant et la famille. Alors, les risques d'incompréhension sont encore plus grands.

Les conditions d'une bonne collaboration parent-intervenant

À quelles conditions le partage éducatif est-il efficace et positif pour les parents, les intervenants et les enfants ?

- 1- Les parents doivent laisser de côté leur attitude de client face aux services éducatifs. Se dire « Je paye, donc j'ai droit à la meilleure qualité » n'est pas une attitude positive.
- 2- Il faut bien définir les rôles de chacun. Les professeurs et les éducateurs doivent se garder le plus possible d'intervenir dans le domaine parental, sauf si les parents le demandent. Les



parents, de leur côté, doivent éviter de s'ériger en professionnels et de dire à l'intervenant ce qu'il doit faire avec son groupe.

- 3- Tout le monde doit être conscient que l'enfant a intérêt à être confronté à des milieux différents, à des formes variées d'intervention, qui lui apprennent à se conformer aux règles d'autres milieux que le sien. La diversité des milieux éducatifs est une richesse.
- 4- Les parents doivent cesser de surveiller les intervenants. Une des conditions d'une bonne éducation réalisée en collaboration réside dans la confiance mutuelle entre les différentes parties.
- 5- Il ne faut pas exiger la transparence entre les milieux. Pour se construire, l'enfant ne doit pas être le même partout. Il a le droit d'être neuf, renouvelé quand il arrive dans un nouveau milieu.

En conclusion, deux questions

En conclusion, deux questions sont sous-jacentes à ce problème de partage éducatif :

1- Les milieux éducatifs sont-ils complémentaires ou se substituent-ils les uns aux autres ?

Substituer veut dire remplacer, alors que compléter signifie s'inscrire dans une dynamique collective dans laquelle chacun a sa place.

Dans le cas de familles très déficientes, il est vrai que l'on doit parfois se substituer aux parents. Toutefois, la tendance actuelle est tout de même de permettre à l'enfant de garder des liens avec sa famille dans l'espoir que la situation s'améliore.

Dans les cas moins extrêmes, il faut se rappeler que la responsabilité parentale a ses propres caractéristiques qui ne sont pas celles des autres milieux éducatifs. La famille s'inscrit dans la continuité, contrairement à d'autres milieux

éducatifs où l'enfant ne fait que passer. Elle est donc le lieu de cohérence, de synthèse et d'assimilation de toutes les influences extérieures que subit l'enfant.

Face à cette vocation de permanence et de synthèse, les autres milieux éducatifs ont des fonctions importantes, mais plus ciblées. Ils interviennent soit à une étape précise du développement de l'enfant, soit dans un domaine précis de son apprentissage. Ils sont toutefois indispensables pour apporter à l'enfant ce que la famille ne peut lui fournir. Ils le sortent de son cocon, lui permettent d'expérimenter d'autres façons de fonctionner, de surmonter les préjugés qui peuvent avoir cours dans sa famille (racisme, sexisme), etc.

Si chacun trouve ainsi sa place et ne déborde pas sur celle de l'autre, le partage éducatif est tout à fait possible et bénéfique.

2- Qui est responsable de définir les projets éducatifs pour les enfants ?

Certains seraient tentés de dire que la définition du projet éducatif revient de droit aux parents. Pourtant, en tant que personne en devenir, l'enfant n'appartient pas qu'à ses parents, mais à la collectivité. Il est le capital humain futur de son pays.

L'État a donc le droit de définir ce que seront les normes éducatives (formation, santé, mixité ethnique, etc.) qui touchent à ce bien commun futur. L'enfant doit s'adapter aux règles de cohérence de la société dans laquelle il vivra. En contrepartie, l'État a des devoirs tels qu'offrir des services et des équipements accessibles à tous, former des intervenants compétents, ouverts et valorisés dans tous les secteurs de l'éducation et soutenir les parents pour les aider à accomplir ce qui relève de leur propre domaine.



Questions du public

Quelle est votre opinion face à l'idée de faire faire aux enfants des apprentissages scolaires vers l'âge de 2 ou 3 ans, comme en France ?

La précocité est un problème dans notre société. Plusieurs personnes veulent brûler les étapes en pensant que plus l'enfant apprendra tôt, plus cela va lui servir pour la suite. C'est un peu anachronique quand on pense que la vie s'allonge de plus en plus et que les humains auront beaucoup de temps pour apprendre et appliquer ce qu'ils ont appris. L'apprentissage précoce explique le phénomène des enfants prodiges, admirés de l'opinion publique, mais qui deviennent souvent des catastrophes.

Il est difficile de définir le bon âge pour apprendre telle ou telle chose. Les apprentissages dont vous parlez, entre 3 et 5 ans, en France, ne sont pas, en principe, des apprentissages scolaires. À l'école maternelle, on fait de la peinture, on joue, on exerce l'observation, on fait des exercices d'équilibre et de développement physique, on apprend à chanter, on fait des activités manuelles ou d'adresse et des activités collectives où l'on apprend à discuter, à parler sans se couper la parole, etc. Les vrais apprentissages scolaires, tels la lecture et l'écriture, ne commencent qu'à l'école primaire, vers 6 ans. Toutefois, les familles anticipent très souvent, de sorte que certains enfants arrivent à l'école en sachant déjà lire, ce qui cause toutes sortes de problèmes à leur éducateur, car ces enfants s'ennuient pendant que les autres essaient d'apprendre.

Les parents ont toujours l'espoir qu'apprendre à lire à leur enfant lui fera gagner du temps. Pourtant, pendant qu'il fait cela, l'enfant ne se développe pas du point de vue artistique ou physique, etc. Actuellement, l'ordinateur cause aussi des problèmes, car l'enfant fait des apprentissages virtuels avant de faire des apprentissages sur le réel, ce qui n'est pas forcément la bonne direction, du moins tant que le monde concret existe autour de nous !

Vous avez parlé des rôles des enfants, des parents et des éducateurs. Si je comprends bien, l'enfant lui-même est un acteur dans le partage éducatif ?

Tout à fait. On a tendance à considérer l'enfant comme un acteur passif et à ne pas toujours savoir interpréter son mode d'expression, surtout lorsqu'il est petit, ce qui est une erreur. Toutefois, dans quelle mesure faut-il le laisser patauger et imposer ses propres exigences par rapport à son éducation ? C'est une question délicate. Plus l'enfant grandit, plus il devrait devenir participant. Malheureusement, dans le système scolaire, l'enfant reste sujet pendant très longtemps, un sujet dont le seul moyen d'expression est souvent la contestation ou la violence.

En France, les méthodes où l'enfant est actif ne sont pas très valorisées. Le professeur impose à tout le monde, au même moment la même chose, ce qui rend très difficile l'intégration des enfants qui ont des rythmes différents. C'est le problème d'intégration des surdoués, qui est beaucoup moins grave au Québec. En France, intégrer les surdoués dans les classes est un problème très difficile, à tel point que les parents voudraient qu'il y ait des classes spécialement pour eux. Or, dans ces classes, les surdoués n'apprendraient pas à vivre avec des enfants moins rapides, des enfants qui ont d'autres richesses que les leurs et cela deviendrait un problème social.

Lorsque vous avez parlé de complémentarité ou de substitution, vous avez beaucoup élaboré sur le rôle des parents, mais vous avez moins parlé des autres milieux tels les services de garde et l'école. Comment ces derniers doivent-ils agir pour tendre vers la complémentarité et non vers la substitution ?

Les intervenants devraient mieux tenir compte de l'éducation parentale dans leur propre pratique éducative et adapter les activités qu'ils proposent à la richesse éducative reçue des parents.



Il faut dialoguer avec les parents. Ce n'est pas trop difficile quand il s'agit des compétences scolaires. Toutefois, lorsqu'il est question d'éducation, d'autorité, de valeurs, c'est beaucoup plus délicat. Il y a aussi le problème de savoir qui doit faire quoi (exemple de l'éducation sexuelle : qui doit la faire, où, comment ?). On peut être complémentaire, tout en étant différent. Il y a des familles racistes et des écoles qui s'efforcent de ne pas l'être. L'école n'a pas pour rôle de rabaisser les parents devant les enfants, mais de leur faire voir autre chose.

Comment se vit le métier de parents en France ? Y a-t-il des écoles pour enseigner aux parents à être parents ?

On raisonne très peu en termes de « compétences parentales » dans le grand public. On a tendance à penser que l'on naît bon père ou bonne mère et que cela ne s'apprend pas.

Il y a déjà eu des écoles de parents en France, mais ça n'a pas vraiment fonctionné. Depuis 1999, il y a des centres d'écoute, d'aide et de soutien aux parents où il n'est pas obligatoire d'aller. Les Français ne sont pas très communicatifs en collectivité ; ce n'est pas une forme de rassemblement prisée. Mais c'est un début.

Jusqu'à quel point le sur-encadrement de l'enfant peut-il nuire à son développement et à son apprentissage de l'autonomie ?

Le sur-encadrement de l'enfant recule l'âge de son autonomie de façon saisissante; ils n'ont plus à marcher, on les transporte en voiture, et ils n'ont qu'à dire oui ou non devant ce qu'on leur propose (exemple : jeunes qui restent chez leurs parents jusqu'à la fin de la vingtaine, où ils ont tous les services de l'hôtel : repas, entretien, lavage des vêtements, etc.). Les enfants trop couvés ne prennent pas de responsabilités, ils n'ont pas besoin de développer leurs sens de l'initiative. J'ai peur que ce sur-encadrement alimente le sentiment diffus d'insécurité dans nos sociétés.



Seconde conférence

Les temps sociaux

Résumé :

La flexibilité croissante des horaires de travail, la durée des temps de transport liée aux « pointes » de circulation, le recours de plus en plus intense à des services extérieurs (centres commerciaux, bureaux administratifs, relais éducatifs, loisirs...) créent des problèmes redoutables d'harmonisation qui se reflètent dans les d

L'apparition du travail salarié des femmes marque une étape importante dans l'évolution de notre rapport au temps dans la famille. Le problème se résume souvent en parlant de conciliation travail-famille. Dans cette équation, le travail des femmes est souvent considéré comme une variable que l'on peut ajuster suivant les nécessités.

Le problème du temps est central dans notre vie moderne. Au fait, qu'est-ce que le temps moderne ? Ce n'est plus le temps naturel où la vie était rythmée par le soleil et les saisons. L'invention de l'horloge a permis de calculer le temps et de le scander, à l'usine, à l'école, à la maison. Nous sommes partout envahis par ce décompte du temps.

Le temps, aujourd'hui, est marqué par l'efficacité. C'est un temps productif. Le bon temps est le temps rémunéré et le temps des travaux domestiques est déconsidéré. On favorise beaucoup le projet, la prévision, la prévoyance, l'épargne, on tente d'anticiper le plus possible sur ce qui va se passer, de manière à remplir d'avance le temps futur.

Autrefois, on aimait faire les choses lentement. Maintenant, il faut les faire vite. Ce qui induit dans notre société actuelle des décalages importants, car il y a de plus en plus de personnes âgées dont le rythme biologique est plus lent (ex. : quand une vieille dame ne sait pas se servir du distributeur automatique, les autres personnes

s'énervent). Bref, les « lents » ne sont pas très bien vus dans la société actuelle.

Quand on a fixé un cadre horaire, il faut s'y conformer, ne pas être en retard. Pourtant, dans notre monde actuel, il y a beaucoup de temps perdu : on arrive plus vite à destination à cause des moyens actuels de locomotion, mais on peut perdre plusieurs heures dans un aéroport à attendre un transfert. Ce temps gagné devient inutile face au temps perdu.

On a de plus en plus, dans l'organisation du travail, de ces temps vides, tel le temps où l'on doit rester chez soi en attente d'un appel téléphonique pour notre entreprise. On est chez-soi, apparemment libre, mais dépendant d'un appel.

Il y a aussi tous les métiers de surveillance : des gens assis devant des cadrans toute la journée qui veillent à ce que rien ne perturbe le travail (le plus difficile pour eux est de ne pas s'endormir devant leurs cadrans).

On est aussi très porté sur l'immédiateté. Il faut tout avoir, tout de suite : une réponse à une proposition, un objet convoité, etc. Pour cela, Internet, le fax, le téléphone cellulaire nous viennent en aide.

Tous ces efforts d'adaptation et d'accélération causent une maladie du temps moderne : le stress. Cette maladie est devenue une caractéristique de la vie moderne, surtout en ville. Le temps productif génère des inégalités entre les âges, les sexes, les pays, les régions, etc. Le temps des uns n'est pas le temps des autres.

En conséquence, le temps est devenu un enjeu politique, un enjeu d'organisation de nos sociétés. Ceux qui ont le pouvoir de définir le temps des autres ont un pouvoir très important sur la vie de leurs concitoyens.

Mais d'où vient ce changement dans notre manière de vivre dans le temps ? Principalement de trois facteurs : l'évolution du temps familial, l'évolution du temps de travail et l'évolution de l'habitat.



L'évolution du temps familial

Dans la famille, le temps s'est individualisé, c'est-à-dire que les horaires de chaque membre du couple et des enfants ne sont plus cohérents. Le travail des femmes a modifié leur rôle ancestral de gardiennes et de pivots de la famille, puisqu'elles aussi sont désormais soumises au temps extérieur.

En même temps, les phases d'inactivité se multiplient et se répartissent différemment pendant la vie. On n'a plus un parcours linéaire pour la formation, le travail, et enfin la retraite. Dans la famille, il n'y a plus le moment où on forme un couple, celui où on a des enfants et celui où on vit son rôle de grands-parents. On a des alternances de temps familial intense et de temps familial plus dégagé, comme on a des temps de travail très chargés et des temps de chômage ou d'inactivité.

Le temps des enfants lui-même s'est profondément modifié par nos exigences envers eux. Il faut développer l'enfant, l'aider à s'épanouir et lui apprendre un certain nombre de choses. Le rôle du parent dans la vie moderne de l'enfant est moins de lui inculquer ces apprentissages que de les coordonner : aller conduire l'enfant à la garderie et au hockey, l'accompagner chez le dentiste, etc.

Comme autrefois, les femmes d'aujourd'hui gardent leur rôle de cohérence dans la famille (ce sont elles qui tiennent l'agenda familial, planifient les repas, le ménage, le lavage). Les pères, de leur côté, commencent à revendiquer plus de temps à passer avec leurs enfants (revendication de congés de paternité).

L'évolution du temps de travail

Le temps de travail est celui qui commande à tous les autres temps. Il scande le temps des individus qui s'essouffent à essayer de suivre le rythme. Les humains doivent s'adapter aux impératifs du temps de production, aux exigences des clients, etc. Et leurs horaires de travail sont souvent remis ou modifiés à la dernière minute.

À la lumière de ces faits, il faut se demander si le travail est une valeur pour laquelle il faut tout sacrifier. Il est assez paradoxal de constater que, dans beaucoup de sociétés, on travaille plus qu'autrefois, alors que les moyens technologiques nous permettraient de produire davantage en travaillant moins. Est-ce que le pouvoir de produire plus et d'acheter plus doit organiser notre temps collectif ? Devons-nous réfléchir sur le sens même du travail, d'ailleurs mis en cause par bien des jeunes qui souhaitent profiter davantage de la vie ?

L'évolution de l'habitat

Enfin, l'évolution de l'habitat a aussi contribué à changer notre perception du temps.

De façon générale, les centres-villes ont tendance à se dépeupler et les banlieues à s'étendre de plus en plus. Il faut adapter nos vies à cette nouvelle disposition urbaine et constater que les lieux du travail, de la résidence et de l'école ne sont pas toujours choisis. Nous multiplions donc le temps de transport et la mobilité devient une dimension très importante dans notre vie.

Pistes de solutions

L'insatisfaction des gens face au temps perdu, au stress et à la fatigue, l'engorgement des voies de circulation et l'inadaptation des services collectifs (transports en commun, garderies, épiceries) aux horaires de travail atypiques sont révélateurs de nos problèmes avec le temps.

Il est pratiquement impossible, de nos jours, de passer du temps complètement libre en famille entière. Organiser une réunion est un casse-tête. Que faire face à tant de discordance dans les temps ?

Ces questions interpellent bien sûr nos dirigeants. Mais, à l'heure actuelle, quand on veut « rééquilibrer », ce sont souvent les femmes qui s'ajustent. Il est plus habituel que ce soit elles qui réduisent leur temps de travail. De plus, elles ont cette capacité de faire plusieurs choses en même temps.



Comment peut-on avancer dans ce problème ? Il faut d'abord en prendre conscience et non l'accepter comme une fatalité. Puis, il faudrait se parler, pour essayer de trouver des solutions. Bien entendu, il est plus difficile de discuter avec des administrateurs qui pensent en terme de profits. Il faut choisir le bon niveau de concertation. Les expériences pilotes ne doivent pas être trop ambitieuses, car si l'on veut tout changer en même temps, on n'y arrivera pas. À ce titre, le scolaire et le parascolaire sont un bel exemple de concertation.

Questions du public

Le faible taux du salaire horaire n'est-il pas un point important dans le manque de temps consacré à la vie familiale ?

Le deuxième salaire aide la famille. Cependant, les gens consomment beaucoup plus qu'autrefois. Il y a aussi des individus qui se valorisent quand ils n'ont pas de temps libres, ils croient que cela leur donne de l'importance.

Comment amener les entreprises à des tables de concertation ?

Il y a des chefs d'entreprise très compréhensifs quant à la conciliation travail-famille : ceux qui ont beaucoup d'employées et d'employés y sont plus sensibles, ainsi que les patrons de petites ou moyennes entreprises. Ceux qui désirent garder leur personnel s'engagent aussi davantage. Avec ces chefs d'entreprise, on peut discuter de congés lorsque les enfants sont malades, on peut discuter d'assurances pour ces journées où l'on doit s'absenter, etc. Les entreprises compréhensives sont souvent celles qui ne sont pas internationales. Il est évident que des chefs d'entreprise à Tokyo ne se pencheront pas sur les problèmes de la famille des membres de leur personnel au Québec. Souvent, les chambres de commerce peuvent donner un coup de pouce. Le rôle des municipalités, plus soucieuses de l'intérêt collectif et de la qualité de la vie, est primordial pour aménager le temps.

Que penser de l'attitude des hommes et des femmes dans la réduction du temps de travail ?

On sait que les hommes, même dans les temps réduits de travail, vont moins s'impliquer dans les tâches ménagères, alors que les femmes qui travaillent moins à l'extérieur s'investissent plus à la maison et dans les activités de la famille.

¹ *Les politiques familiales : approches sociologiques* / Agnès Pitrou, Paris, Syros, 1994, 286 p. (Collection Alternatives sociales).

² *Les solidarités familiales : vivre sans famille ?* / Agnès Pitrou, nouvelle édition revue et mise à jour, Toulouse, Privat, 1992, 250 p. (Collection Pratiques sociales).